

La région Moyen-Orient et Asie centrale (MOAC) a réagi à la pandémie mondiale de COVID-19 en prenant rapidement des mesures contraignantes qui ont permis de sauver des vies. Ces mesures ont cependant eu de vastes répercussions sur l'activité économique de chaque pays. Alors que plusieurs pays de la région commencent à ouvrir ces dernières semaines et que l'activité reprend légèrement depuis peu, l'augmentation du nombre de cas pourrait présenter des risques. Un net déclin des cours du pétrole qui s'ajoute à une réduction de la production dans les pays exportateurs de pétrole et à des perturbations du commerce et du tourisme ont créé de nouvelles turbulences. Une contraction de 4,7 % est maintenant prévue pour la région en 2020, soit un taux de croissance inférieur de 2 points de pourcentage à celui prévu en avril 2020. L'incertitude singulièrement élevée qui entoure la durée de la pandémie et ses conséquences sur les fermetures d'entreprises, les risques de détérioration qui en résultent (notamment du fait de troubles sociaux et de l'instabilité politique) et la possibilité d'une résurgence de la volatilité sur les marchés pétroliers mondiaux dominent les perspectives. La pandémie va continuer de mettre à l'épreuve les systèmes de santé et la résilience économique des pays. Si, dans l'immédiat, l'objectif prioritaire est d'assurer la solidité des systèmes de santé, les autorités doivent aussi s'attacher à soutenir la reprise et à mettre en place des

dispositifs de protection sociale résilients et bien ciblés. À mesure que la pandémie se dissipera, les pays devront faciliter la reprise en favorisant un redéploiement de la main-d'œuvre et des ressources selon les besoins tout en reprenant progressivement l'ajustement budgétaire et en reconstituant des marges de manœuvre. Un soutien multilatéral peut jouer un rôle essentiel pour aider les pays à surmonter ces chocs.

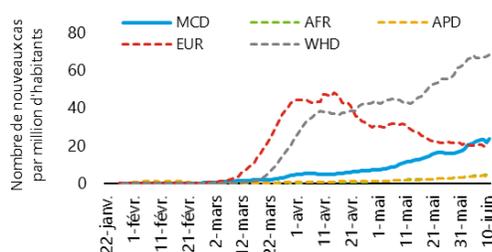
Impact de la pandémie

La pandémie de COVID-19 continue de se propager dans toute la région Moyen-Orient et Asie centrale (encadré 1, graphique 1), même si certains pays assouplissent progressivement les restrictions (graphique 2). La région a réagi rapidement en prenant des mesures d'endiguement relativement strictes, qui ont cependant été moins rigoureuses dans les pays fragiles. De plus, le nombre de décès dus à la pandémie a été relativement limité dans la région.

Les mesures d'endiguement qui ont dû être adoptées ont eu de fortes répercussions sur l'activité économique. La mobilité autour des lieux

Graphique 1. Nouveaux cas de COVID-19

(Moyenne mobile sur 7 jours)

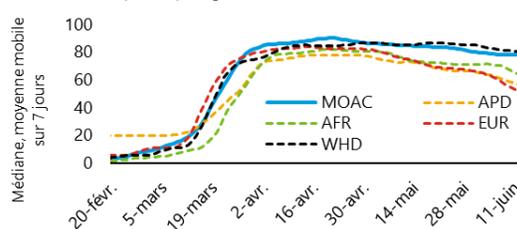


Sources : Center for Systems Science and Engineering (CSSE) de l'Université Johns Hopkins ; calculs des services du FMI.

Note : AFR = Afrique subsaharienne ; APD = Asie et Pacifique ; EUR = Europe ; MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale ; WHD = Hémisphère occidental.

Graphique 2. Indice d'Oxford de rigueur des mesures gouvernementales*

(0 = 100 [100 = riposte la plus rigoureuse])



Sources : Hale, Webster, Petherick, Phillips et Kira (2020) ; Oxford COVID-19 Response Tracker ; calculs des services du FMI.

Note : AFR = Afrique subsaharienne ; APD = Asie et Pacifique ; EUR = Europe ; MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale ; WHD = Hémisphère occidental.

¹ Rédigé par Joyce Wong avec le concours d'Oluremi Akin-Olugbade. Les pays de la région Moyen-Orient et Asie centrale (MOAC), qui relèvent du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI (MCD), sont les suivants : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen (MOANAPEP : pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan) ; Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Somalie, Soudan, Syrie et Tunisie (MOANAPIP : pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan) ; Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan et Turkménistan (CACEP : pays exportateurs de pétrole de la région Caucase et Asie centrale) ; et Arménie, Géorgie, République kirghize et Tadjikistan (CACIP : pays importateurs de pétrole de la région Caucase et Asie centrale).

de travail dans la région MOAC, mesurée par *Google Mobility Trends*, a diminué autant qu'en Europe et dans l'Hémisphère occidentale, alors que le taux d'incidence a été beaucoup plus élevé dans ces deux régions. Le ralentissement notable s'est observé clairement aussi dans l'effondrement des indices des directeurs d'achat dans plusieurs pays en avril, même si des premiers signes de redressement sont apparus en mai. Plus récemment, les pays de la région qui avaient pris plus rapidement des mesures d'endiguement plus strictes ont aussi commencé à assouplir progressivement les restrictions (Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Géorgie, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Liban, Ouzbékistan, Pakistan, République kirghize et Tunisie).

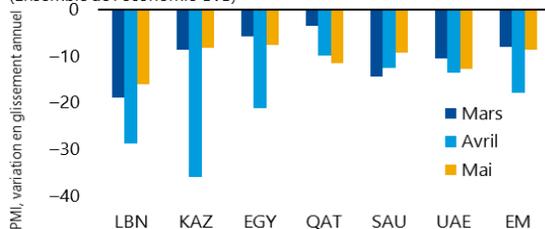
En outre, le caractère synchronisé et mondial du ralentissement a provoqué une contraction des échanges commerciaux, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et un effondrement du tourisme et des envois de fonds, ces derniers représentant environ 14 % du PIB des pays fragiles et des pays en proie à des conflits dans la région. Même si l'on ne dispose pas encore de données sur la période actuelle, les taux de chômage ont généralement peu évolué dans la région durant les crises passées (telles que la crise financière mondiale), en partie du fait de la prévalence des emplois relativement sûrs dans le secteur public.

La région a aussi été durement frappée par le choc pétrolier (graphique 4). Les accords de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et

d'autres grands producteurs de pétrole (OPEP+) entre mars et avril, qui ont ensuite été élargis, conjugués à une réduction de la production de pétrole de schiste aux États-Unis et à une récente amélioration des attentes du marché du fait de la réouverture de certains pays, ont permis de stabiliser les cours du pétrole, qui ont rattrapé la moitié des pertes depuis la fin de 2019 mais restent très en deçà des niveaux atteints avant la COVID-19. Il n'en reste pas moins que les baisses de production plus importantes qu'attendu en vertu des accords OPEP+ ainsi que la chute des cours du pétrole auront des conséquences négatives sur les exportations. Ces facteurs ont eu un effet plus marqué que prévu sur l'activité du premier semestre 2020, tandis que le redressement devrait être plus progressif qu'on ne l'attendait, la reprise mondiale étant plus faible.

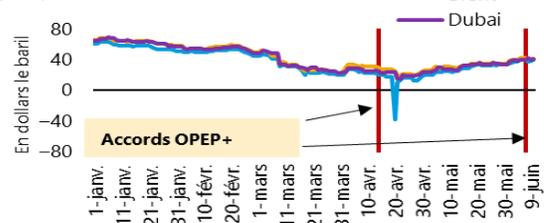
Des inversions soudaines des flux de capitaux en provenance des pays émergents en général ont été observées en mars, les sorties d'investissements de portefeuille de la région étant estimées entre 6 et 8 milliards de dollars. Le volume réel des sorties de capitaux pourrait cependant avoir été plus élevé car on ne dispose pas encore de données officielles. Depuis, le climat sur les marchés de capitaux s'est amélioré, en grande partie grâce aux mesures de grande ampleur prises rapidement par les autorités monétaires et budgétaires dans les pays avancés. Les pays de la région ayant la meilleure notation (Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Qatar) sont parvenus à conserver un accès au marché en plaçant des volumes importants sur les marchés internationaux des

Graphique 3. Indice des directeurs d'achat
(Ensemble de l'économie CVS)



Sources : IHS Markit ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 4. Prix de référence au comptant du pétrole
(2020)



Source : Bloomberg L.P.
Note : OPEP+ = Organisation des pays exportateurs de pétrole et autres principaux pays exportateurs de pétrole ; WTI = West Texas Intermediate.

capitaux ces derniers mois, tandis que des émetteurs moins bien notés comme le Bahreïn, et récemment l'Égypte, ont également émis sur les marchés primaires, mais à un coût plus élevé. En effet, les émissions souveraines des pays de la région MOAC représentent la majorité des émissions souveraines des pays émergents depuis la fin mars (plus de 60 %). Les écarts de rendement des obligations en dollars sur le marché secondaire se sont resserrés dans toute la région mais restent élevés, tandis que les pressions du marché sur les monnaies régionales semblent avoir faibli. La croissance du crédit au secteur privé et des dépôts jusqu'en avril est demeurée globalement stable, même si le crédit au secteur privé diminue depuis le milieu de l'année dernière. Malgré tout, bien qu'il semble que les systèmes bancaires de la région soient résilients et bien capitalisés, des poches de vulnérabilité existantes pourraient accroître le nombre de prêts improductifs si la crise se prolongeait, ce qui laisserait des séquelles économiques durables.

Mesures immédiates

Dans l'immédiat, les autorités ont essentiellement alloué des ressources aux soins de santé, aidé les ménages vulnérables et les secteurs économiques les plus touchés et injecté des liquidités.

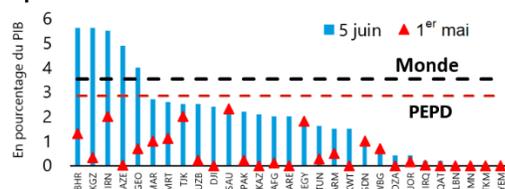
Les mesures budgétaires annoncées dès l'apparition de la pandémie ont représenté en moyenne plus de 2 % du PIB (graphique 5), dont environ 0,7 % du PIB finançant directement des

mesures sanitaires. Ces dernières ont pris la forme de dépenses consacrées aux fournitures médicales et aux salaires des travailleurs et d'un soutien à des interventions non pharmaceutiques telles que des quarantaines pour les voyageurs et les personnes suspectées d'être infectées, ainsi que l'élaboration de méthodes de recherche des contacts (Jordanie, Mauritanie).

En réalité, le volume moyen des mesures adoptées dans les pays de la région MOAC a été inférieur à celui de toutes les autres régions du monde, ce qui s'explique par la marge de manœuvre réduite des pays importateurs de pétrole et le soutien budgétaire à l'économie déjà importante dans la plupart des pays exportateurs de pétrole. Dans environ la moitié des pays, ces mesures ont été financées par une réaffectation des dépenses ou par des mesures portant sur les recettes. Depuis la fin avril, la plupart des mesures complémentaires visent à élargir le champ de couverture des mesures budgétaires, en particulier en soutenant les petites et moyennes entreprises à l'aide de moratoires fiscaux limités dans le temps, de reports d'échéances fiscales et de suspension du paiement des factures des services d'utilité publique (Djibouti, Iran, Pakistan), avec peu de changement de la politique monétaire.

Les mesures de protection sociale prises dans la région, qui ont été le principal instrument d'augmentation des dépenses non sanitaires, ont pris la forme de dispositifs de transferts monétaires et en nature (dans plus des deux tiers des pays), de congés payés, d'allocations chômage et de subventions salariales. Des aides au paiement des factures des services publics, des exonérations fiscales temporaires sur les produits essentiels et des trêves fiscales ont également été largement accordées (Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Égypte, Géorgie, Iran, Maroc, Pakistan et Tadjikistan), et des lignes de crédit ont été octroyées aux petites et moyennes entreprises (Arabie saoudite, Djibouti, Émirats arabes unis, Iran et Ouzbékistan). Beaucoup de ces transferts ont été ponctuels et/ou limités dans le temps et ont été mis en place dès le début de la pandémie.

Graphique 5. Mesures budgétaires en riposte à la COVID-19



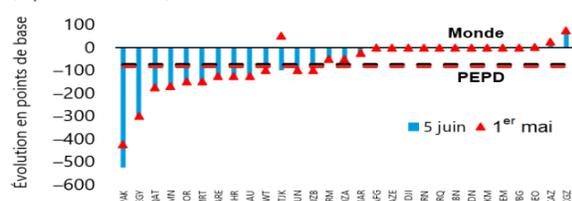
Sources : COVID-19 Policy Tracker du FMI ; calculs des services du FMI.
 Note : PEPD = pays émergents et pays en développement. Les dates sont celles du Tracker (inventaire des mesures économiques prises par les gouvernements en réponse à la COVID-19 établi par les équipes pays du FMI). Monde et PEPD sont des moyennes régionales. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

L'économie informelle occupant une place importante dans certains pays, les technologies mobiles ont été mobilisées pour apporter des aides monétaires et identifier les bénéficiaires. Le Maroc a mis en place un mécanisme de paiement mobile afin de distribuer des indemnités aux travailleurs du secteur informel inscrits en ligne, tandis que la Tunisie adoptait un portefeuille numérique permettant aux bénéficiaires de recevoir et d'utiliser des transferts par téléphone mobile. Le Pakistan et la Jordanie ont mis en place un dispositif en ligne d'inscription des bénéficiaires et de vérification de leurs droits, qui facilite les paiements par monnaie électronique.

Après des réductions considérables des taux directeurs en mars et avril (graphique 6), la plupart des pays ont maintenu une politique monétaire

Graphique 6. Ajustement du taux directeur de politique monétaire

(À partir de fin 2019)



Sources : COVID-19 Policy Tracker du FMI ; calculs des services du FMI.
Note : PEPD = pays émergents et pays en développement. Les dates sont celles du Tracker (inventaire des mesures économiques prises par les gouvernements en réponse à la COVID-19 établi par les équipes pays du FMI). Monde et PEPD sont des moyennes régionales. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

accommodante, alors que la flexibilité des régimes de change a contribué à absorber une partie du choc dans certains pays. Les taux directeurs ont été abaissés dans 16 pays (dont la moitié environ maintiennent un ancrage) de 150 points de base en moyenne (en phase avec la Réserve fédérale américaine) ; le Pakistan et l'Égypte se distinguent avec une réduction de 525 points de base et 300 points de base, respectivement, le Pakistan baissant encore son taux directeur de 100 points de base à la fin juin. Neuf banques centrales de la région (Arabie saoudite, Arménie, Émirats arabes unis, Géorgie, Jordanie, Maroc, Ouzbékistan, Tadjikistan et Tunisie) ont injecté plus de 40 milliards de dollars dans leur système financier pour en soutenir la liquidité. Plusieurs pays ont laissé leur taux de change absorber le choc

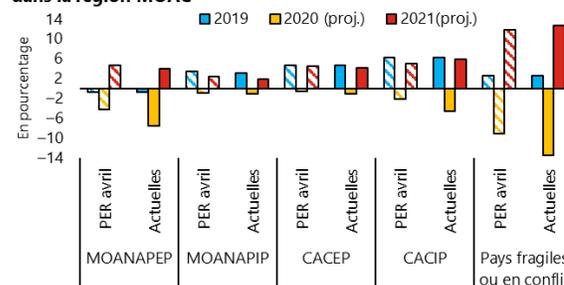
(Arménie, Géorgie, Maroc, Pakistan et République kirghize), certains de pair avec des interventions (Géorgie, Pakistan). En outre, neuf autres pays de la région ont recouru à des interventions sur le marché des changes, soit davantage que toute autre région, probablement du fait de la prévalence des régimes de change fixes.

Des perspectives affaiblies

Compte tenu des perturbations intérieure et extérieure, et en dépit des mesures prises par les pouvoirs publics, le PIB réel de la région MOAC devrait reculer de 4,7 % en 2020, soit de 2 points de pourcentage de plus que prévu dans l'édition d'avril 2020 des *Perspectives économiques régionales* (PER), conformément aux révisions de la croissance mondiale sur cette période (graphique 7). Cela s'explique principalement par la situation dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP), où la croissance en 2020 devrait être inférieure de 2 points de pourcentage à celle prévue en avril du fait de l'atonie de l'activité dans les pays exportateurs de pétrole. En revanche, la croissance dans la région Caucase et Asie centrale (CAC) a été révisée à la baisse de seulement 0,5 point de pourcentage, car certains pays ont riposté plus énergiquement et la baisse de la production de pétrole a été inférieure à celle de la région MOANAP.

Malgré les mesures de soutien, les révisions de la croissance semblent liées aux confinements et à la mobilité. Les pays qui ont adopté les mesures de

Graphique 7. Croissance du PIB réel dans la région MOAC



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

confinement les plus strictes et/ou dont la mobilité autour des lieux de travail (mesurée par l'indice de Google) était la plus faible, ont vu leur PIB réel le plus fortement révisé depuis l'édition d'avril 2020 des PER (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, République kirghize). Parmi les pays exportateurs de pétrole, on observe également une baisse du PIB non pétrolier. Une incertitude inhabituellement forte entoure cependant ces prévisions, ainsi que celles sur le rythme de la reprise future.

Alors que leur production devrait se contracter de 13 % en moyenne en 2020 (après avoir enregistré une croissance moyenne de 2,6 % en 2019), les pays en situation de fragilité ou de conflit devraient connaître une diminution marquée de leur PIB par habitant, qui devrait être ramené de 2 900 dollars en 2018–19 à environ 2 000 dollars en 2020. Ce ralentissement spectaculaire va aggraver les difficultés économiques et humanitaires existantes et accroître une pauvreté déjà élevée.

Pour ce qui est des différentes sous-régions :

- **Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP** (MOANAPEP) devraient enregistrer une contraction de 7,3 % en 2020, puis une croissance de 3,9 % en 2021. Les fortes révisions à la baisse sur ce groupe de pays pour 2020 et 2021 (3,1 et 0,8 points de pourcentage, respectivement, par rapport aux PER d'avril 2020) s'expliquent par le double choc des fluctuations des cours du pétrole (et de la baisse de la production) et des mesures de confinement liées à la pandémie. Les révisions à la baisse du PIB pétrolier sont dues à une chute plus importante que prévu de la production de brut ; une baisse des recettes d'exportation de pétrole de plus de 270 milliards de dollars est maintenant attendue en 2020 par rapport à 2019. Dans ces pays, le PIB non pétrolier a lui aussi nettement diminué car les règles de confinement et les autres mesures

d'endiguement de la COVID-19 provoquent des perturbations plus fortes que prévu dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et la restauration, du transport et du commerce de détail.

- **Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP** (MOANAPIP), les avantages qu'a procurés la baisse des cours du pétrole sont pour la plupart compensés par le ralentissement des échanges commerciaux, du tourisme et des envois de fonds, ainsi que le durcissement des conditions financières mondiales et ses répercussions sur les conditions intérieures qui, ajoutés aux mesures de confinement, continuent de peser sur la croissance. Alors que pour l'ensemble du groupe, la croissance en 2020 devrait être pratiquement inchangée par rapport à avril (-1,1 %), les différences sont notables entre les pays. La croissance en 2020 a été revue à la baisse pour plusieurs pays (Afghanistan, Djibouti, Jordanie, Maroc, Soudan) : la croissance atone de leurs partenaires commerciaux devrait avoir des conséquences plus fortes que prévu sur les exportations de produits manufacturés et le tourisme. Les révisions à la baisse de la croissance au deuxième semestre 2020 s'appliquent également à l'Égypte et au Pakistan, les deux pays ayant revu leurs projections pour l'exercice 2020/21 (qui débute en juillet 2020) d'environ 1 point de pourcentage, en raison de fragilités au deuxième semestre 2020. La situation économique continue d'empirer au Liban, dans un contexte de crise économique et financière généralisée, une contraction à deux chiffres étant prévue en 2020.
- **Dans la région CAC**, les projections font état d'une contraction légèrement plus forte en 2020 (-1,5 %, contre -1 %) et une reprise plus faible en 2021 (4,4 %, contre 4,7 %) par rapport aux prévisions d'avril. Cela s'explique essentiellement par des révisions à la baisse dans la plupart des pays importateurs de pétrole de la région CAC (CACIP), où le PIB

réel devrait reculer de 4,6 % en 2020, du fait à la fois des conséquences économiques pires que prévu des mesures de confinement liées à la pandémie, du ralentissement des échanges commerciaux, d'un effondrement de l'activité touristique (Géorgie) et d'une baisse marquée des envois de fonds (République kirghize), en particulier en provenance de Russie. Les pays exportateurs de pétrole de la région (CACEP) devraient eux aussi connaître une contraction légèrement plus sévère en 2020 (-1,1 %, contre -0,8 %), mais la révision est beaucoup moins prononcée que pour les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. En effet, la région a répondu rapidement et énergiquement à la crise (Azerbaïdjan, Kazakhstan), la baisse de la production de pétrole a été moins importante en vertu des accords OPEP+ et les économies sont plus diversifiées. En outre, les pays producteurs de produits de base non pétroliers ont profité de la hausse des cours de l'or (Kazakhstan et Ouzbékistan) et d'une production agricole stimulée par des conditions météorologiques favorables et une libéralisation des prix en Ouzbékistan.

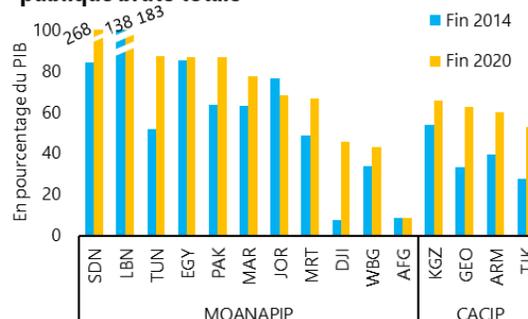
La demande étant plus faible, l'inflation devrait rester faible dans la région, sauf au Liban, où l'inflation en glissement annuel est montée à 56 % en mai, la monnaie ayant perdu près des deux tiers de sa valeur malgré l'imposition d'un contrôle informel des capitaux. Avec l'érosion du tourisme et des envois de fonds, ainsi que les baisses de la production de pétrole, les soldes des transactions courantes devraient se détériorer davantage en 2020, en particulier dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP (-5,4 % du PIB en 2020, contre 3,2 % du PIB en 2019) et dans la région CAC (-6,4 % du PIB en 2020, contre -1,5 % du PIB en 2019).

Dans les pays importateurs de pétrole de la région, le solde budgétaire devrait se dégrader en 2020 par rapport à 2019. Alors que les soldes budgétaires

des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devraient reculer d'environ 1,4 point de pourcentage du PIB durant cette période (car les mesures budgétaires ont été moins importantes et certaines mesures de réaffectation ont été prises), ils se détériorent beaucoup plus dans les pays importateurs de pétrole de la région CAC, de près de 6 points de pourcentage du PIB (passant en moyenne de -1,4 % du PIB en 2019 à -7,3 % du PIB en 2020), la riposte à la COVID-19 ayant été plus forte en Géorgie, en République kirghize et au Tadjikistan. Ces déficits élevés et croissants rendent plus préoccupante la viabilité de la dette : les ratios dette/PIB devraient atteindre, selon les projections actuelles, une moyenne de 95 % du PIB d'ici la fin de 2020 dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP et 61 % du PIB dans les pays importateurs de pétrole de la région CAC (graphique 8).

La situation budgétaire des pays exportateurs de pétrole est contrastée : dans la moitié des pays environ, les mesures ont été accompagnées d'ajustements des dépenses non prioritaires et de mesures portant sur les recettes, qui ont amélioré les soldes budgétaires hors pétrole de 2020 par rapport à 2019 (Algérie, Bahreïn, Oman, Qatar et Arabie saoudite, ce dernier pays ayant triplé son taux de taxe sur la valeur ajoutée). Dans le reste des pays, le solde budgétaire hors pétrole de 2020 s'est creusé en moyenne de 4 points de pourcentage du PIB non pétrolier sur la même période, et il s'est fortement détérioré en

Graphique 8. Pays importateurs de pétrole : dette publique brute totale



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Azerbaïdjan, aux Émirats arabes unis et au Koweït. Les soldes budgétaires devraient se dégrader partout en 2020 par rapport à 2019.

Des perspectives très incertaines

Les perspectives économiques et l'ensemble des aléas pouvant influencer sur ces dernières seront exposés à une forte incertitude quant à l'évolution et la persistance de la pandémie. Le ralentissement pourrait être moins prononcé que prévu si, par exemple, on dispose d'un vaccin plus tôt qu'attendu ou si les autorités nationales trouvent un moyen de maintenir l'activité (et les systèmes de santé) sans imposer un confinement rigoureux en cas de nouvelle vague.

Néanmoins, les risques de révision à la baisse des perspectives devraient l'emporter sur les possibilités de révision à la hausse.

- S'agissant des conséquences directes de la pandémie, bien que plusieurs pays de la région aient commencé à lever les mesures strictes et que l'activité ait légèrement repris depuis peu, la hausse récente du nombre d'infections pourrait stopper cette tendance. Bien que la région ait jusqu'à présent connu un nombre de victimes relativement limité, de nouvelles vagues pourraient mettre à rude épreuve les capacités des systèmes de santé.
- Un déclin prolongé de l'activité dû à une remise en place des mesures d'endiguement du fait d'une résurgence de la pandémie, à des répercussions internationales ou à une baisse de la demande extérieure pourrait créer des risques de faillites et de fermetures d'entreprises, ce qui pourrait ralentir encore la reprise, aggraver la pauvreté et les inégalités, et provoquer des conséquences économiques importantes.
- Des séquelles durables sur le marché de l'emploi, conjuguées à une aggravation de la

pauvreté et des inégalités, pourraient créer des problèmes de stabilité aux autorités de la région, d'autant que le chômage est élevé dans certains pays. De plus, les troubles sociaux risquent de se raviver à mesure que les mesures de confinement sont levées. Les pays auraient alors plus de mal à mettre fin à certaines aides octroyées durant la crise à l'heure où les marges de manœuvre sont limitées et les facteurs de vulnérabilité plus nombreux. Ce scénario pourrait également intensifier un engrenage de difficultés économiques et de conflits dans les pays fragiles.

En plus des risques que présente la pandémie, des baisses persistantes des cours ou de la production de pétrole pourraient réduire davantage la marge de manœuvre des pays exportateurs de pétrole et porter atteinte à leurs systèmes bancaires. Tout durcissement des conditions financières risque de compliquer le refinancement des dettes des entreprises et des pays de la région (la dette souveraine extérieure qui arrive à échéance au deuxième semestre 2020 avoisine 21 milliards de dollars). Une reprise plus lente des envois de fonds et du tourisme (qui constituent des flux essentiels de devises vers la région) pourrait menacer à la fois la croissance et les financements extérieurs. En outre, la baisse éventuelle du nombre de travailleurs expatriés (qui représentent plus de 70 % de la main-d'œuvre dans certains pays exportateurs de pétrole) pourrait ralentir la reprise.

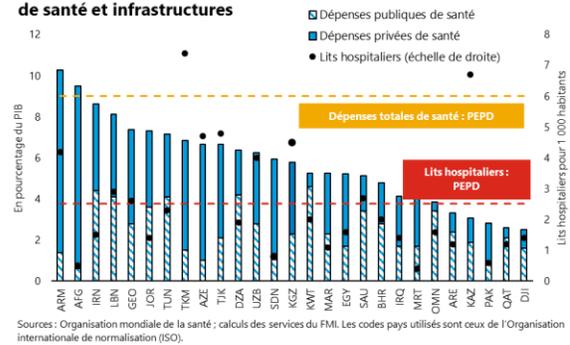
Des mesures de soutien à court terme

Les pouvoirs publics doivent continuer de veiller à ce que les systèmes de santé disposent de ressources adéquates et soient solides et résilients,

quelle que soit l'évolution de la pandémie dans leur pays (graphique 9). À mesure que les pays de la région continuent de rouvrir leur économie, les dirigeants doivent également s'attacher à faciliter la reprise. Ils devront à cet effet mettre progressivement fin à certaines aides d'urgence et faciliter le redéploiement de la main-d'œuvre vers des secteurs autres que ceux qui reposent sur des nombreux contacts tels que le tourisme, si besoin par des subventions à l'embauche, des reconversions professionnelles et un assouplissement des rigidités du marché du travail et des barrières à l'entrée, tout en luttant contre la hausse de la pauvreté et des inégalités. L'arrêt des aides d'urgence devra être progressif afin d'éviter des pertes brutales de revenus et des faillites au moment même où l'économie reprend. Pour faciliter les redéploiements, il faudra en outre mettre en place des dispositifs d'insolvabilité solides et des mécanismes permettant de restructurer et de prendre en charge les créances compromises de sorte que les bilans fragiles dans le secteur privé ne freinent pas la reprise. Il faudra du temps et des efforts soutenus pour mettre en place ces réformes mais le Liban, confronté à des difficultés profondes, doit rapidement mettre en œuvre des réformes résolues et radicales pour rétablir la stabilité macroéconomique. De plus, toute mesure complémentaire de soutien à l'économie à court terme doit être conçue de façon à éviter de trop restreindre les réaffectations. Ainsi, il faudra s'attacher à requalifier les travailleurs et à faire en sorte que les crédits bénéficient aux secteurs viables.

Dans les pays encore confinés ainsi que dans ceux qui rouvrent prudemment, il sera essentiel de fournir des liquidités pour aider le marché à fonctionner et éviter que les conditions de financement se détériorent. Les réserves de fonds propres et de liquidités des banques, si elles sont suffisamment élevées, doivent servir à absorber les pertes et les tensions sur la liquidité. On pourrait en particulier assouplir les réserves de fonds propres contracycliques pour maintenir le crédit bancaire. Si les banques font face à des chocs importants et

Graphique 9. Dépenses de santé et infrastructures



durables (si par exemple la pandémie se poursuit et les confinements reprennent), et si les fonds propres des banques en pâtissent, les autorités de contrôle devraient prendre des mesures ciblées, et notamment demander aux banques de soumettre des plans crédibles de rétablissement des fonds propres. Il sera important, durant tout le processus, que les risques soient divulgués de façon transparente et que les autorités de contrôle donnent des orientations claires. Face aux pressions du marché et selon les circonstances, il faudra adopter des régimes de change flexibles comme première ligne de défense. Les interventions sur les taux de change peuvent jouer en rôle en amortissant une volatilité excessive. Dans les situations de crise ou de quasi-crise, des mesures de gestion des sorties de capitaux pourraient être envisagées à condition qu'elles fassent partie d'un ensemble de mesures temporaires plus vastes. De façon générale, les autorités devraient envisager des plans d'intervention si la pandémie se prolonge davantage.

Soutien mondial et reconstitution des marges de manœuvre

Une aide multilatérale, régionale et bilatérale, au moyen du dispositif mondial de sécurité financière, peut contribuer à amortir l'effet des chocs sur les financements. Le FMI aide activement la région et a déjà approuvé près de 17 milliards de dollars en faveur de pays de la région MOAC depuis le début de 2020. L'Égypte, la Jordanie, le Pakistan, la République kirghize et la Tunisie ont reçu une aide

d'urgence au titre de l'instrument de financement rapide, tandis que l'Afghanistan, Djibouti, la Mauritanie, l'Ouzbékistan, la République kirghize et le Tadjikistan ont eu accès à son équivalent à des conditions concessionnelles, la facilité de crédit rapide. Ces instruments de financement d'urgence sont sans conditionnalité *ex post* et la facilité de crédit rapide est assortie d'un intérêt à taux zéro. Le Maroc a choisi de tirer sur sa ligne de précaution et de liquidité pour renforcer les volants de réserves et répondre aux besoins résultant du choc. Les programmes en cours appuyés par le FMI en Arménie, en Géorgie et en Jordanie ont été adaptés et, en Arménie et en Géorgie, ils ont été complétés de façon à répondre aux besoins de financement liés à la COVID-19. En outre, un nouvel accord de confirmation de 12 mois a été récemment approuvé en faveur de l'Égypte, tandis que les programmes en faveur de la Jordanie et de l'Égypte ont permis de catalyser 5 milliards de dollars de financements supplémentaires d'autres créanciers publics. Autre bon exemple d'aide multilatérale, des bailleurs de fonds ont récemment annoncé 1,8 milliard de dollars de contributions en faveur du Soudan dans le cadre d'un programme de référence du FMI. De plus, le fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes du FMI a permis d'alléger le service de la dette de l'Afghanistan, de Djibouti, du Tadjikistan et du Yémen, tandis qu'en mars 2020, la Somalie a été admise à bénéficier de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés dès qu'elle atteindra le point d'achèvement. À terme, l'initiative de suspension du service de la dette du Groupe des Vingt pourrait être un moyen important pour plusieurs pays de la région à court de financements d'économiser leurs liquidités internationales et de consacrer les fonds disponibles à la lutte contre la crise sanitaire. Jusqu'à présent, six pays de la région ont demandé un allègement : l'Afghanistan, Djibouti, la Mauritanie, le Pakistan, la République kirghize et le Tadjikistan.

Cette pandémie a mis en évidence l'importance de dispositifs de protection sociale solides et de large portée. Il faudrait les étendre et mieux les cibler

dans tous les pays de la région, qu'ils poursuivent leur confinement ou qu'ils rouvrent avec prudence. En outre, la pandémie a frappé de plein fouet les travailleurs migrants et les travailleurs de l'économie informelle qui ne sont pas couverts par les méthodes traditionnelles de prestation des dispositifs de protection sociale. L'économie informelle occupant une place très importante dans la région, la mise en place de systèmes de paiement numérique et la création de bases de données sur la protection sociale afin d'identifier et d'aider rapidement les bénéficiaires ciblés doit être une priorité majeure une fois que la crise immédiate s'atténuera.

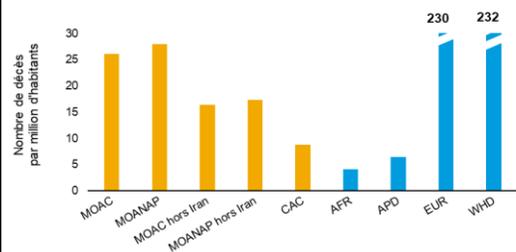
Au-delà de la pandémie et de la reprise immédiate, il faudrait privilégier la reconstitution de marges de manœuvre, en particulier en réduisant la dette publique et en accroissant les réserves, et promouvoir une économie résiliente et équitable. Lorsqu'ils sortiront de cette crise, de nombreux pays de la région auront peu de marge de manœuvre et seront confrontés à une dette élevée et à des pressions financières accrues. En outre, des passifs conditionnels, en particulier ceux liés aux entreprises publiques, pourraient se matérialiser si la pandémie se prolongeait. Pour atténuer ces risques, il sera fondamental de revenir progressivement à un rééquilibrage des finances publiques sur la base de cadres budgétaires à moyen terme, tout en réformant la gouvernance et en renforçant la surveillance des entreprises publiques. La pandémie va vraisemblablement accélérer la numérisation et l'action mondiale en faveur de l'atténuation du changement climatique, alors que certains changements apportés durant la crise (le télétravail et la réduction des déplacements par exemple) vont se pérenniser. À cet égard, il sera essentiel de redoubler les efforts de diversification pour que la région devienne moins tributaire du pétrole (aussi bien les pays exportateurs que les autres pays par le biais des envois de fonds) et bâtisse des économies résilientes qui créent des emplois.

Encadré 1. La COVID-19 dans la région Moyen-Orient et Asie centrale

Il ressort de données de l'outil de suivi de la COVID-19 de l'Université Johns Hopkins au 21 juin que l'impact mesuré de la pandémie dans la région (où l'on compte plus de 1 100 cas par million d'habitants) a été inférieur à celui observé en Europe et dans l'Hémisphère occidental (qui comptent, respectivement 4 500 et 3 000 cas par million d'habitants), mais reste supérieur à celui affiché en Afrique subsaharienne et en Asie. Au sein de la région, les pays les plus durement frappés sont l'Arabie saoudite et l'Iran, qui enregistrent respectivement plus de 4 500 cas et 2 500 cas par million d'habitants. Il convient cependant d'interpréter ces données avec prudence car la qualité des données et la capacité de dépistage varient selon les pays et les régions.

Graphique de l'encadré 1. COVID-19 : total des décès

(Nombre de décès cumulé au 21 juin 2020)



Sources : Center for Systems Science and Engineering de l'Université Johns Hopkins ; calculs des services du FMI.
Note : AFR = Afrique subsaharienne ; APD = Asie et Pacifique ; CAC = Caucase et Asie centrale ; EUR = Europe ; MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; WHD = Hémisphère occidental.

En termes de victimes, indicateur moins susceptible de poser des problèmes de mesure, la région semble également être relativement moins touchée. Au 21 juin, la maladie avait été recensée dans 31 des 32 pays de la région et provoqué plus de 22 000 décès. Le nombre total de décès par million d'habitants de la région est d'environ 26, soit beaucoup moins que les plus de 200 décès par million d'habitants en Europe et dans l'Hémisphère occidental, mais plus que les 4 à 6 décès par million d'habitants enregistrés en Afrique subsaharienne et en Asie (graphique 1 de l'encadré).

La région a réagi rapidement pour endiguer la pandémie. De nombreux pays ont imposé des mesures de restriction des déplacements et de distanciation sociale avant même d'enregistrer des cas confirmés. L'Arabie saoudite a suspendu les pèlerinages à La Mecque et Médine et interdit l'accès aux sites religieux de ces deux villes dès le 26 février. Certains pays ont déclaré un état d'urgence nationale (Arménie, Géorgie, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Libye, Maroc, République kirghize et Soudan) et imposé des mesures de confinement strictes, notamment un auto-isollement obligatoire et un couvre-feu. Des quarantaines ont parfois été accompagnées de sanctions sévères pour non-respect, allant de lourdes amendes à des peines de prison (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Jordanie). Dans le même temps, des pays ont adopté des mesures novatrices pour endiguer le virus, par exemple des médecins virtuels et des robots désinfectants aux Émirats arabes unis, ou accéléré la production nationale de masques tel le Maroc.

Alors qu'une réouverture prudente des pays se poursuit, les plans de déconfinement varient, allant d'approches échelonnées (au Liban) à une distinction géographique entre les régions à faible risque et à haut risque (en Iran). La plupart des pays continuent d'appliquer une distanciation physique, les entreprises étant tenues d'adopter des mesures de précaution avant de rouvrir. Le port des masques est obligatoire au moins à l'intérieur des lieux publics au Bahreïn, aux Émirats arabes unis, en Géorgie, au Kazakhstan, au Maroc et au Qatar, les contrevenants risquant de lourdes sanctions, jusqu'à trois mois de prison au Maroc par exemple.

Région MOANAP : principaux indicateurs économiques, 2000–21*(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne 2000–16	2017	2018	2019	Projections	
					2020	2021
Région MOANAP¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	2,1	1,5	0,5	-5,1	3,1
<i>dont croissance non pétrolière</i>	5,5	2,9	2,2	2,2	-4,7	2,9
Solde des transactions courantes	7,4	-0,5	3,2	1,0	-5,4	-4,5
Solde budgétaire global	2,2	-5,7	-2,7	-4,0	-10,6	-8,7
Inflation (moyenne annuelle en pourcentage)	7,0	7,0	9,3	7,9	8,3	8,9
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	1,2	0,1	-0,8	-7,3	3,9
<i>dont croissance non pétrolière</i>	6,0	2,2	1,1	1,8	-6,8	3,5
Solde des transactions courantes	10,7	1,8	6,6	3,2	-5,4	-4,4
Solde budgétaire global	4,7	-5,3	-1,2	-2,9	-11,4	-9,1
Inflation (moyenne annuelle en pourcentage)	6,9	3,6	8,7	7,6	7,2	8,3
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP hors pays en conflit et Iran						
PIB réel (croissance annuelle)	5,3	-0,5	1,6	1,1	-7,4	2,6
<i>dont croissance non pétrolière</i>	6,8	1,5	2,0	2,6	-7,1	3,4
Solde des transactions courantes	12,6	1,3	6,9	3,9	-7,0	-5,8
Solde budgétaire global	5,9	-5,5	-1,0	-2,4	-12,0	-9,6
Inflation (moyenne annuelle en pourcentage)	3,6	0,9	2,1	-0,8	1,5	2,9
Dont : Conseil de coopération du Golfe (CCG)						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	-0,4	2,0	0,5	-7,1	2,1
<i>dont croissance non pétrolière</i>	6,4	1,9	2,0	2,4	-7,6	3,0
Solde des transactions courantes	14,2	2,8	8,6	5,6	-3,9	-2,9
Solde budgétaire global	7,4	-5,7	-1,6	-2,1	-10,5	-8,0
Inflation (moyenne annuelle en pourcentage)	2,9	0,3	2,1	-1,4	1,3	3,2
Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4,2	4,0	4,3	3,0	-1,1	1,8
Solde des transactions courantes	-2,4	-6,7	-6,4	-5,5	-5,2	-4,6
Solde budgétaire global	-5,8	-6,7	-6,9	-7,3	-8,7	-7,8
Inflation (moyenne annuelle en pourcentage)	7,7	14,4	10,3	8,5	10,2	9,8
Région MOAN¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	1,7	1,0	0,3	-5,7	3,4
<i>dont croissance non pétrolière</i>	5,6	2,6	1,7	2,3	-5,3	3,2
Solde des transactions courantes	8,0	-0,2	4,1	1,4	-5,8	-4,8
Solde budgétaire global	2,7	-5,7	-2,3	-3,6	-10,8	-8,9
Inflation (moyenne annuelle en pourcentage)	7,0	7,4	10,1	8,1	8,0	9,1
Monde arabe						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	1,2	2,4	1,9	-5,7	3,5
<i>dont croissance non pétrolière</i>	6,0	2,1	2,5	3,0	-5,2	3,0
Solde des transactions courantes	8,9	-0,9	3,8	1,4	-6,9	-5,9
Solde budgétaire global	3,1	-6,4	-2,4	-3,2	-11,1	-9,4
Inflation (moyenne annuelle en pourcentage)	4,8	6,9	5,8	2,4	4,5	5,8

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

¹Les données relatives à la période 2011–21 excluent la République arabe syrienne.

Notes : Les données se rapportent aux exercices pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite), Iran (21 mars/20 mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin).

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen.

Pays du CCG : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Somalie, Soudan, Syrie et Tunisie.

Monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.

Région CAC : principaux indicateurs économiques, 2000–21*(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne 2000–16	2017	2018	2019	Projections	
					2020	2021
Région CAC						
PIB réel (croissance annuelle)	7,4	4,0	4,3	4,8	-1,5	4,4
Solde des transactions courantes	0,2	-2,3	0,2	-1,5	-6,4	-5,0
Solde budgétaire global	1,6	-2,8	2,0	0,6	-5,6	-3,5
Inflation (moyenne annuelle en %)	9,1	9,4	8,3	6,8	7,8	6,3
Pays exportateurs de pétrole et de gaz de la région CAC						
PIB réel (croissance annuelle)	7,6	3,8	4,2	4,6	-1,1	4,2
<i>dont croissance hors pétrole¹</i>	7,9	3,2	3,9	5,3	-1,1	3,5
Solde des transactions courantes	1,5	-1,9	1,4	-0,9	-5,9	-4,5
Solde budgétaire global	2,4	-2,7	2,5	0,8	-5,4	-3,3
Inflation (moyenne annuelle en %)	9,4	10,0	9,0	7,2	8,1	6,6
Pays importateurs de pétrole et de gaz de la région CAC						
PIB réel (croissance annuelle)	6,0	6,0	5,3	6,2	-4,6	5,9
Solde des transactions courantes	-8,8	-4,6	-8,1	-5,6	-10,2	-8,0
Solde budgétaire global	-3,0	-4,0	-1,9	-1,4	-7,3	-4,4
Inflation (moyenne annuelle en %)	6,7	4,6	2,7	4,0	5,3	3,9

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

¹Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan. Les données de la croissance hors pétrole ne sont pas disponibles pour l'Ouzbékistan.

Pays exportateurs de pétrole et de gaz de la région CAC : Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan et Turkménistan.

Pays importateurs de pétrole et de gaz de la région CAC : Arménie, Géorgie, République kirghize et Tadjikistan.